

OUYAHIA À PROPOS DE LA GESTION DES DÉPENSES PUBLIQUES :

«Les ministres ont été rappelés à l'ordre»

Le chef du gouvernement a confirmé, hier, que les ministres ont reçu des instructions fermes pour rationaliser les ressources financières. Selon le ministre des Finances, la surévaluation des projets de développement, occasionnée par les retards dans la réalisation, concerne essentiellement les secteurs du bâtiment et des travaux publics.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Les ministres ont été rappelés à l'ordre et ils feront certainement mieux», a déclaré, hier, à l'APN, Ahmed Ouyahia, en marge de l'ouverture de la session parlementaire d'automne.

Le chef du gouvernement fait en sorte de dénoncer et de ménager les membres de son exécutif. En fait, il n'a fait que rappeler les instructions émises par Abdelaziz Bouteflika lors du dernier Conseil des ministres.

«La situation actuelle nous interpelle pour freiner le gaspillage des ressources financières du pays.

Les importations se sont dangereusement emballées et l'excès doit y être banni par des voies et procédures applicables dans tous le pays.

La dépense budgétaire doit également être rationalisée pour mettre un terme aux abus et aux programmations aléatoires.

Je tiens à relever que les retards dans la réalisation des programmes d'investissements publics ont déjà coûté, au Trésor public, d'importantes réévaluations.

Les ministres doivent donc assumer leurs responsabilités dans l'exécution correcte de leurs programmes sectoriels, y



Ouyahia intransigeant.

compris en ce qui concerne le respect des délais», a indiqué le chef de l'Etat lors de ce Conseil. Hier, le ministre des Finances est, lui aussi, revenu sur cette question. Karim Djoudi a indiqué que les secteurs de l'habitat et des travaux publics sont les principaux concernés par ces instructions.

Djoudi a laissé entendre que ses collègues Nourredine Moussa et Amar Ghoul ont des difficultés de maîtrise des délais de réalisation de leurs projets de développement respectifs.

Ce sont ces retards qui occasionnent des surévaluations financières.

Notons que les membres du gouvernement ont déjà fait l'objet d'un rappel à l'ordre de la part d'Ahmed Ouyahia.

Dans une instruction datée du 13 juillet, ce dernier avait alors souligné que les recettes pétrolières

ont permis à l'Etat d'améliorer ses ressources budgétaires mais, dans le même temps, «cette situation a également généré dans les administrations publiques une mentalité de pays riches, entraînant une tendance regrettable aux dépassements dans la dépense publique, voire même à des comportements qui ne peuvent manquer d'être assimilés à du gaspillage pur et simple». Ouyahia ira jus-

qu'à appeler ses ministres à faire preuve de «rigueur» et à «donner l'exemple». «Les besoins nécessaires au bon fonctionnement des différentes administrations et institutions devront être couverts.

Cependant, toute dépense excessive ou induite devra être bannie, y compris, par exemple, l'acquisition de véhicules de luxe pour les besoins des services et responsables de l'Etat.»

T. H.

SUPPRESSION DES TAXES SUR LES VÉHICULES NEUFS

Le niet du chef du gouvernement

«Certainement pas !» Ahmed Ouyahia a été catégorique, hier, au sujet d'une éventuelle suppression des taxes sur les véhicules neufs. Ces taxes, qui ont soulevé l'ire des consommateurs et ont conduit à la déstabilisation du marché de l'automobile, ne seront pas annulées.

T. H.

OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE D'AUTOMNE

Bensalah annonce des «échéances cruciales»

Dans son discours d'ouverture de la session parlementaire d'automne, le président du Conseil de la nation a annoncé des «échéances cruciales». Abdelkader Bensalah a évoqué d'importants changements allant dans la voie «entamée il y a neuf ans», précisément depuis l'arrivée au pouvoir de Abdelaziz Bouteflika.

Mais s'il ne le déclare pas ouvertement, la déclaration de Abdelkader Bensalah se veut annonciatrice de l'imminence de la révision constitutionnelle à travers la saisie des deux chambres du Parlement.

«La tendance appelant à poursuivre sur la voie entamée il y a neuf ans doit se renforcer quotidiennement. Nous ne serons pas loin de la vérité en disant que notre travail au cours de la présente session constituera l'une des étapes qui prépareront cette période.» De son côté, le président de l'APN a préféré ne pas évoquer cette question hautement sensible dans son discours d'ouverture.

Ziari est sûrement échaudé après avoir prédit une révision pour le mois de mars dernier. Hier, Ahmed Ouyahia choisira, lui aussi, la prudence en réitérant sa position habituelle à ce sujet. «Chaque chose se fera en son temps», s'est contenté de dire le chef du gouvernement et secrétaire général du RND.

T. H.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Les «conseils» d'Ouyahia à la presse

«La presse a tout intérêt, et ce n'est pas une menace, à reprendre ses raisons et à ne pas servir de tribune à des gens qui n'épargnent personne, ni les militaires, ni les gendarmes, ni les fonctionnaires, ni les journalistes et même les petits enfants», a déclaré Ahmed Ouyahia. Pour le chef du gouvernement, les terroristes ont deux choix : «Soit se rendre et bénéficier des dispositions de la réconciliation ou alors être abattus en sanction des crimes qu'ils sont en train de commettre.» Pour le ministre de l'Intérieur, les récents actes terroristes «profitent à des intérêts étrangers». «A chaque fois que nous évoquons les modalités à même de mieux défendre nos intérêts, nous enregistrons ce type de réaction.»

T. H.

PROGRAMME DE LA SESSION : LE MSP FAIT MACHINE ARRIÈRE

Huit projets de loi déjà au menu

A l'issue de la cérémonie officielle de l'ouverture de la session d'automne du Parlement, Abdelaziz Ziari a présidé une réunion au sommet regroupant deux représentants du Sénat, le ministre chargé des relations avec le Parlement, le secrétaire général du gouvernement et les vice-présidents de l'APN.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - L'ordre du jour de la réunion a été consacré, avons-nous appris de bonne source, à fixer le programme de la session parlementaire en cours.

«Pour le moment, il a été décidé de programmer huit avant-projets de loi ou d'ordonnances présidentielles», nous confie notre source qui précise que dix autres avant-projets de loi pourraient également être soumis au Parlement au cours de cette même session.

S'agissant donc des projets officiellement arrêtés, notre source cite «l'ordonnance portant loi de finances complémentaires pour 2008, le projet de la loi de finances pour 2009, l'ordonnance modifiant la loi relative au traitement du parlementaire adoptée en 2001, une ordonnance relative aux concessions des terrains dans le cadre des investissements, une loi portant protection du consommateur et répression des fraudes, une loi concernant les concessions



Abdelaziz Ziari.

des terres agricoles, une loi portant protection des personnes âgées et un projet de loi modifiant le code

pénal». Au cours de la réunion d'hier mardi, les présents ont, par ailleurs, été surpris d'apprendre, par

la bouche du représentant du MSP que, «sur proposition de Aboudjerra Soltani, le parti demande le retrait

de son fameux projet de loi sur la liberté d'expression du journaliste et de l'imam».

Que l'on se rappelle, pourtant, tout le «tapage» fait par le parti islamiste autour de ce projet avant de faire machine arrière, dans la pure tradition du parti dont la dualité du discours et la volte-face spectaculaire sont une seconde nature.

Aussi, il est à relever que ni Ziari, ni aucun des deux représentants du gouvernement n'ont évoqué la très attendue réunion des deux chambres du Parlement en vue de procéder à «l'approbation» de la révision de la Constitution...

K. A.